

thalesgroup.com

Partout où l'enjeu est essentiel, nous sommes là

ESPACE

Optimiser les solutions pour les télécommunications, l'observation de la Terre, la navigation et la science

DÉFENSE

Acquérir et conserver la supériorité décisionnelle et opérationnelle

AÉRONAUTIQUE

Rendre le transport aérien plus sûr, plus fluide, plus confortable et moins polluant

SÉCURITÉ

Protéger les citoyens, les données sensibles et les infrastructures

TRANSPORT TERRESTRE

Permettre le fonctionnement plus rapide et plus efficace des réseaux

Chaque jour, des millions de décisions critiques sont prises pour protéger les populations, les infrastructures et les nations. Thales est au cœur du processus. Notre maîtrise des technologies intelligentes permet aux décideurs d'apporter la réponse la plus adaptée. Partout, avec nos clients, nous faisons la différence.



THALES
Together • Safer • Everywhere

LE MOCI

**Directeur de la publication
et Directeur général**
Vincent Lahu

RÉDACTION

Rédacteur en chef

Christine Gilguy

Conseiller de la rédaction

Georges Rambaldi

Réalisation

Delphine Miot (maquette)

Ont collaboré à ce numéro :

Bénédicte Châtel, Anne Guillaume-Gentil
(articles sur les perspectives et synthèses
de conjoncture par pays)

Conception graphique et maquette

amarena / www.amarena.fr

Illustrations

Chantrieux

Impression

Imprimerie de Champagne

Directrice du développement

Delphine Chêne

Directeur commercial

Philippe Chebanec

Fabrication

Robin Loison

Commission paritaire.

Publication n° 0916 T 81051

ÉDITEUR Sedec SA

11, rue de Milan, 75009 Paris

Téléphone : 01 53 80 74 00

www.lemoci.com

Encart broché Orange entre les pages 34 et 35.

CONSEIL FRANÇAIS DES INVESTISSEURS EN AFRIQUE



CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

45, rue de la Chaussée d'Antin

75009 Paris

Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

Email : contact@cian.asso.fr

Site : www.cian-afrique.org

Fondateur du rapport

Jean-Pierre Prouteau †

Comité de rédaction

Alix Camus

Stephen Decam

Etienne Giros

« Osons une Afrique ouverte » 5

Alexandre Vilgrain, Président du CIAN

Les faits marquants de 2014 6

Commerce France-Afrique 8

Tassement des échanges

Introduction 10

Le boom des investissements
rebat les cartes sur les marchés africains 10

Les enjeux des nouvelles concurrences 12

Les nouveaux moteurs de l'investissement en Afrique 12

Commerce : la montée en puissance
des partenaires émergents 18

Zone franc : un amour contrarié ? 22

Les stratégies françaises 24

Les émergents, rivaux ou alliés ? 24

Entretien avec Jacques Torregrossa,
directeur Afrique du Sud d'Ubifrance 32

Aide liée ou non liée : les bailleurs de fonds face aux réalités 34

La diaspora, un relais encore méconnu des acteurs français 38

Analyse économique par zone et par pays 42

Les résultats 2014 de l'enquête CIAN 42

Afrique du Nord 54

Afrique de l'Ouest 68

Afrique centrale 102

Afrique australe, orientale et océan Indien 120

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2015 DU CIAN

Les actions et les projets du CIAN



FiDAL

PREMIER CABINET D'AVOCATS D'AFFAIRES EN FRANCE

VOUS ACCOMPAGNE DANS VOS PROJETS
EN AFRIQUE

UNE PRISE EN COMPTE DES BESOINS
SPÉCIFIQUES DE L'AFRIQUE

ACCOMPAGNEMENT ET CONSEILS
AUX ENTREPRISES DANS
LEURS INVESTISSEMENTS
EN AFRIQUE

APPUI AUX INSTITUTIONS
MULTILATÉRALES DE
DÉVELOPPEMENT QUI
INVESTISSENT EN AFRIQUE

ASSISTANCE TECHNIQUE ET
CONSEILS DANS LA MISE
EN PLACE DE CADRES
JURIDIQUES ADAPTÉS



DROIT
FISCAL



DROIT
DES SOCIÉTÉS



DROIT
SOCIAL



CONCURRENCE
DISTRIBUTION



PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE
TECHNOLOGIES
DE L'INFORMATION



DROIT DU
PATRIMOINE



RÈGLEMENT DES
CONTENTIEUX



DROIT
PUBLIC

CONTACTS

Yves ROBERT : Yves.Robert@fidal.com

Philippe DEBRY : Philippe.Debry@fidal.com

Séverine LAURATET : Severine.Lauratet@fidal.com

Vincent MAUREL : Vincent.Maurel@fidal.com

Issaka ZAMPALIGRE : Issaka.Zampaligre@fidal.com

Julie CLAUDE : Julie.Claude@fidal.com

Jean ORIOU : Jean-Sebastien.Oriou@fidal.com

www.fidal.com

FiDAL

4-6, avenue d'Alsace
92982 Paris La Défense Cedex
Tél : 01 55 68 15 15 - Fax : 01 55 68 14 00



« Osons une Afrique ouverte »

Eldorado économique, tsunami industriel, explosion démographique, continent de l'émergence... Autant de qualificatifs optimistes utilisés pour désigner l'Afrique du XXI^e siècle. Dans notre monde interconnecté où l'ambiance actuelle est à la morosité, l'Afrique attire.

C'est une bonne nouvelle.

D'abord pour l'Afrique, pour ses pays et leurs populations, car la croissance soutient la croissance, l'emploi crée l'emploi, le développement entraîne le développement...

C'est aussi une bonne nouvelle pour tous ceux qui font le pari de l'investissement sur le continent. Alors même s'il est désormais partagé avec de nouveaux concurrents, les entreprises françaises ne doivent pas craindre cet attrait africain croissant. Rappelons-nous qu'à la fin, c'est le surfeur que l'on applaudit et non la vague. Notre savoir-faire, nos capacités d'adaptation et notre connaissance historique du terrain doivent permettre de faire bien mieux que simplement résister. D'autant que tous ces atouts intéressent les nouveaux investisseurs qui souvent aimeraient avoir cette « French touch ».

Enfin, cette réussite africaine est une bonne nouvelle car elle génère de l'investissement en France. La construction de grands groupes privés et la multiplication des fonds d'investissements souverains en Afrique entraînent la création de filiales dans l'hexagone soutenant ainsi notre économie, et parfois même, permettent le sauvetage d'entreprises nationales au bord de la faillite en y investissant des sommes considérables. Qui l'eût cru !

Dans notre monde économique multipolaire et multiforme, « croissance » et « développement » sont indissociables. Or il est clair que pour les décennies à venir, les besoins du continent en capitaux dépassent de loin nos seules capacités d'investissement : l'Afrique a besoin des capitaux du monde entier. Les nouvelles concurrence sont une chance pour le continent, et donc pour nos entreprises, car elles participent à ce que cette formidable croissance africaine se traduise en développement.

Mais ne baissons pas la garde. Le dynamisme, la croissance, l'optimisme sont là mais la bataille du développement n'est pas encore gagnée. Tant que le paquet de lessive sera moins cher à importer du sud-est asiatique qu'à être fabriqué au Nigeria comme le soulignait Paul Polman, Pdg d'Unilevers, ou encore tant que les groupes électrogènes privés resteront nécessaires pour pallier l'insuffisance de la production électrique, nous devons rester vigilants. Le chemin est encore long et difficile mais nous croyons en l'émergence de l'Afrique et nous ne relâchons pas nos efforts.

Rien n'entamera notre détermination à entreprendre !

Alexandre Vilgrain, Président

2014 / Les faits marquants

Janvier

- **Afrique du Sud** : mouvement de grève dans les mines de platine qui se propagera dans les mines d'or et le secteur manufacturier et durera 5 mois, le plus long de l'histoire sud-africaine.
- **Rép. Centrafricaine** : les pressions internationales, et notamment celles de la France engagée via l'opération Sangaris en décembre 2013, amènent le gouvernement dirigé par la Séléka à renoncer au pouvoir, ouvrant la voie à un gouvernement de transition.
- **Tunisie** : le parti islamiste Ennahda accepte de quitter le pouvoir, un nouveau gouvernement composé d'indépendants et dirigé par Mehdi Jomaa obtient la confiance de l'Assemblée nationale constituante.

Février

- **Afrique de l'Ouest** : déclenchée en décembre 2013 en Guinée forestière, l'épidémie d'Ebola se propage. Au 1er décembre 2014, l'OMS rapportera un total de 16 907 cas (suspects, probables et confirmés) et 5 993 décès dans les 3 pays les plus touchés : Guinée, Liberia et Sierra Leone.
- **Maroc-Afrique** : le Roi Mohammed VI entreprend une tournée de 6 semaines en Afrique subsaharienne (Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Gabon).

Avril

- **Union européenne (UE)-Afrique** : 4e sommet UE-Afrique qui réunit plus de 60 dirigeants africains et européens, et 90 délégations au total, pour débattre de l'avenir des relations entre l'UE et l'Afrique. La ratification par plusieurs États africains des nouveaux APE (Accords de partenariat économique) suivra.
- **Algérie** : réélection du président Abdelaziz Bouteflika pour un 4e mandat.
- **Nigeria** : prise en otages de 200 lycéennes par le groupe islamiste Boko-Haram au Nord du pays.



Nigeria

En avril 2014, le Nigeria devient la première puissance économique d'Afrique suite à une réévaluation de son PIB, non revu depuis 20 ans, et sur la base d'un nouveau mode de calcul des indicateurs économiques. Avec un PIB à 521,8 milliards USD, le Nigeria passe devant l'Afrique du Sud (PIB estimé à 350 Mds USD).

Mai

- **Afrique du Sud** : réélection de Jacob Zuma ; l'ANC remporte les législatives.
- **Madagascar** : suite à l'élection du président Hery Rajaonarimampianina, la communauté internationale (Union africaine, UE, Banque mondiale, FMI, etc.) reprend son aide.
- **Malawi** : élections violentes, avec annulation des résultats et arrivée de Peter Mutharika, frère de l'ancien président, au pouvoir.

Juin

- **Mauritanie** : réélection du président Mohamed Ould Abdelaziz.

Juillet

- **Etats-Unis-Afrique** : lors d'un Sommet avec les pays africains, les États-Unis souhaitent contrecarrer l'offensive chinoise en passant d'une politique d'aide à une politique d'investissements privés avec des engagements de 14 Mds USD de la part des entreprises américaines et de 3 Mds USD de l'Export-Import Bank.
- **Mali** : l'opération militaire française Serval, lancée le 11 janvier 2013 pour stopper les islamistes armés, est remplacée par l'opération Barkhane pour empêcher « l'autoroute de tous les trafics ». Le commandement est à N'Djamena.
- **RD Congo** : après une suspension d'un an, le pays réintègre le processus de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE).
- **UE-Afrique** : le Cameroun ratifie l'APE (signé en 2009), un APE est signé par la SADC.

Août

- **Ghana** : pris dans une crise financière sans précédent, le pays se tourne vers le FMI.

Octobre

- **Tunisie** : victoire aux législatives de la principale formation anti-islamiste Nidda Tounès.
- **Botswana** : réélection du président Ian Khama.
- **Afrique du Sud** : la Bourse de Johannesburg (JSE) lance un marché de devises africaines (rand, kwacha, shilling et naira). De janvier à juillet, les échanges avec le Nigeria ont totalisé 3,2 Mds USD, avec le Kenya 425 M USD, avec la Zambie 1,6 Md USD.
- **UE-Afrique** : accord entre 5 pays d'Afrique de l'Est (Burundi, Kenya, Ouganda, Tanzanie, Rwanda) et l'UE pour renouveler le régime d'exemption de droits de douanes pour les fruits frais, légumes et fleurs début 2015.
- **Zambie** : le président Sata décède à Londres ; Guy Scott, son vice-président, un agriculteur économiste blanc, assure la transition.
- **Kenya** : Uhuru Kenyatta est le premier chef d'État en exercice à être déféré devant la Cour pénale internationale. Les charges qui pesaient sur lui sont abandonnées en décembre.
- **Mozambique** : le dauphin d'Armando Guebuza, Filipe Nyusi, remporte les élections, le Frelimo obtenant la majorité au Parlement.
- **Burkina Faso** : le président Blaise Compaoré quitte le pouvoir sous la pression de la rue. Un gouvernement militaire remettra le pouvoir 3 semaines après à un gouvernement de transition.

Novembre

- **Turquie-Afrique** : six ans après un premier sommet organisé à Istanbul, le deuxième sommet Turquie-Afrique se tient à Malabo. Objectif : définir « un nouveau modèle de partenariat ». Depuis 2005, « année de l'Afrique » en Turquie, les échanges bilatéraux sont passés de 5,4 Mds à 20 Mds USD.
- **Namibie** : le président Pohamba quitte ses fonctions, son Premier ministre Hage Geingob est élu.



L'acteur clé de la logistique
internationale



5
continents

42
pays

3500
collaborateurs

un savoir-faire unique
des solutions sur-mesure

COMMERCE FRANCE-AFRIQUE

Tassement des échanges

En 2013, les échanges globaux entre la France et l'Afrique ont connu un net tassement, selon les statistiques des douanes françaises (tableaux ci-contre*) : recul de près de 5,7 % des importations venues d'Afrique (27,147 milliards d'euros en 2013), et fléchissement de près de 2 % des exportations françaises en direction du continent (27,622 milliards d'euros).

À l'importation, l'atonie de la demande sur le marché français, dans un contexte de croissance en panne, explique la tendance, et la chute des approvisionnements en hydrocarbures en provenance des pays producteurs notamment d'Afrique centrale, a pesé sur la tendance.

Le podium des principaux fournisseurs africains de la France comporte toujours les deux grands producteurs d'hydrocarbures que sont l'Algérie et le Nigeria, suivis de la Tunisie et du Maroc, dont les biens sont diversifiés entre les produits agricoles et les produits industriels.

À l'exportation, le recul est beaucoup moins marqué, le dynamisme des ventes sur certains importants marchés ayant atténué les reculs sur d'autres marchés. À noter ainsi les très belles progressions enregistrées au Nigeria (près de 13 % par rapport à 2012), le 1^{er} marché d'Afrique sub-saharienne après l'Afrique du Sud, et la reprise enregistrée vers la Tunisie, mais aussi vers la Côte d'Ivoire, où le cap du milliard d'euros exporté a été franchi en 2013.

Le podium des principaux marchés des exportateurs français sur le continent reste dominé par les trois pays du Maghreb – Algérie, Maroc, Tunisie – qui absorbent à eux seuls 51,6 % du total. Le premier marché sub-saharien reste l'Afrique du Sud (1,785 milliard d'euros), mais il est désormais talonné par le Nigeria (1,52 milliard d'euros) alors que la Côte d'Ivoire (1 024 milliard d'euros) se rapproche mais est encore loin.

* Des analyses détaillées de l'évolution des parts de marché de la France par rapport à ses principaux compétiteurs sont proposées dans les pages suivantes.

**LES IMPORTATIONS FRANÇAISES EN PROVENANCE D'AFRIQUE
LES 20 PREMIERS PAYS AFRICAINS FOURNISSEURS EN 2013 (EN EURO)**

	2012	2013	2013/2012 (%)
Algérie	3 918 776 368	4 241 671 489	8,24
Nigeria	3 720 147 388	3 795 762 787	2,03
Tunisie	3 764 304 820	3 739 894 678	-0,65
Maroc	3 274 067 742	3 321 588 512	1,45
Libye	4 293 255 995	3 217 745 958	-25,05
Égypte	1 320 973 743	1 191 110 675	-9,83
Guinée équatoriale	1 944 120 889	1 141 849 118	-41,27
Angola	933 144 562	923 111 446	-1,08
Ghana	945 327 734	859 934 016	-9,03
Afrique du Sud	848 597 541	808 929 811	-4,67
Côte d'Ivoire	545 977 842	662 663 785	21,37
Niger	428 859 703	595 774 743	38,92
Congo	868 611 841	424 610 182	-51,12
Madagascar	335 882 583	381 214 020	13,50
Gabon	172 176 034	342 523 296	98,94
Maurice	288 978 759	271 072 834	-6,20
Cameroun	217 321 589	227 634 126	4,75
Namibie	125 592 258	128 808 828	2,56
Seychelles	97 826 097	120 427 644	23,10
Sénégal	70 105 174	90 272 318	28,77
Total Afrique	28 782 233 665	27 147 808 055	-5,68

Source : douanes françaises

**LES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN DIRECTION DE L'AFRIQUE
LES 20 PREMIERS PAYS AFRICAINS CLIENTS EN 2013 (EN EURO)**

	2012	2013	2013/2012 (%)
Algérie	6 347 421 303	5 907 198 426	-6,94
Maroc	4 027 788 142	3 856 165 357	-4,26
Tunisie	3 613 382 318	3 702 878 633	2,48
Afrique du Sud	1 882 620 719	1 785 604 992	-5,15
Nigeria	1 346 040 335	1 520 799 816	12,98
Égypte	1 720 921 271	1 348 431 904	-21,64
Côte d'Ivoire	999 696 249	1 024 775 420	2,51
Libye	539 999 639	801 166 733	48,36
Gabon	769 437 480	728 167 566	-5,36
Cameroun	672 123 871	707 462 792	5,26
Sénégal	827 878 311	706 037 606	-14,72
Congo	589 002 808	580 534 455	-1,44
Angola	543 920 820	461 203 058	-15,21
Togo	366 623 726	397 873 823	8,52
Maurice	344 562 800	334 890 141	-2,81
Burkina Faso	262 524 515	332 035 919	26,48
Ghana	330 479 530	310 800 112	-5,95
Mali	301 567 797	306 655 593	1,69
Madagascar	298 230 467	296 328 366	-0,64
Bénin	267 552 150	269 151 016	0,60
Total Afrique	28 178 719 994	27 622 942 052	-1,97

Source : douanes françaises

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE PRIMÉE POUR SON ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES



DE LA BALLINA, CLIENT SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, FABRICANT DE SOLUTIONS AUTOMATISÉES POUR LES LIGNES DE BOULANGERIE INDUSTRIELLES

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, BANQUE DES ENTREPRISES ET DE LEURS ACTIVITÉS À L'INTERNATIONAL, A ÉTÉ CETTE ANNÉE RÉCOMPENSÉE PAR



UN PRIX DU MAGAZINE EUROMONEY

1ÈRE BANQUE EN FRANCE SUR LE CHANGE
POUR LA 7ÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE



TROIS PRIX DU MAGAZINE EMEA

MEILLEURS SERVICES DE TRÉSORERIE EN AFRIQUE
MEILLEURS SERVICES DE CASH MANAGEMENT EN EMEA
MEILLEUR SERVICES DE CASH MANAGEMENT EN EUROPE

DEVELOPPONS ENSEMBLE

L'ESPRIT  SOCIÉTÉ
D'ÉQUIPE GÉNÉRALE

INTRODUCTION

Le boom des investissements rebat les cartes sur les marchés africains

Des investisseurs toujours plus nombreux et diversifiés se pressent aux portes de l'Afrique dont la croissance économique est bien assise, malgré les aléas que peuvent subir certains pays. Une bousculade qui incite les anciennes puissances coloniales, dont la France, à renouveler leur approche. Revue de détail à travers les chiffres des IDE.



© paulmz - Fotolia.com

L'Afrique attire l'investissement, tous secteurs et tous pays – investisseurs et investis – confondus. À la clef, une croissance du PIB d'Afrique sub-saharienne qui s'élèverait à 4,7 % en 2013 comme en 2014, partie de 3,7 % en 2012, et devant atteindre 5,1 % en 2015 et 2016, selon la Banque mondiale (BM).

Cette situation attirerait des investissements directs étrangers (IDE) de l'ordre de 32,5 milliards USD en 2014, soit 600 millions de plus qu'en 2013, estime la BM. Ils atteindraient 38,4 milliards USD en 2016. Selon Ernst & Young (E&Y), 42,3 milliards USD auraient été investis dans des projets en Afrique sub-saharienne en 2013 contre 31,8 milliards

en 2012, tandis qu'en Afrique du Nord, ces flux auraient baissé à 10,3 milliards USD (14,8 milliards en 2012). Ces investissements se portent massivement sur les ressources naturelles, sur les télécommunications mais aussi et de plus en plus sur les infrastructures, les banques et l'agriculture. Selon un sondage annuel d'E&Y, sur 10 régions à travers le monde, l'attractivité de l'Afrique est passée du 8e rang en 2010 au second rang en 2014 ! Et le potentiel d'augmentation demeure quasi intact car les volumes d'IDE vers l'Afrique ne représentaient que 5,7 % des flux mondiaux en 2013 ; l'Inde à elle seule reçoit quasiment le même volume d'IDE que l'ensemble du continent africain.

Les télécommunications et les biens de consommations ont détrôné les mines

Mais qui est cet investisseur si confiant dans l'Afrique ? « Le profil de l'investisseur en Afrique change », souligne la Société financière internationale (SFI), filiale de la BM. « Traditionnellement, c'était les anciennes puissances coloniales comme la France et le Royaume-Uni, mais maintenant nous voyons des entreprises du monde entier. Nombre d'entre elles arrivent avec de l'expérience sur les marchés en développement et sont de grands concurrents pour les entreprises du Nord. Les Chinois sont particulièrement présents, surtout dans

les infrastructures et les ressources naturelles. » Ce serait les Africains eux-mêmes et les Asiatiques qui auraient été les plus dynamiques en Afrique en 2013, avec un nombre de projets passant de 141 en 2012 à 171 pour les premiers et de 131 à 143 pour les seconds, selon E&Y. Parallèlement, le nombre de projets européens glissait de 278 à 277 et les américains de 111 à 87. Par secteur, pour la première fois en Afrique, en 2013, le nombre de projets dans les secteurs mines et métaux ne figure pas dans les 10 premiers secteurs d'investissement : le top trois est constitué par les télécommunications, les biens de consommation et les services financiers.

La taille des projets grossit

En termes de sommes investies, la taille moyenne des projets grossit, de 60 millions en 2012 à 70 millions USD en 2013. Et si la pénétration des pays émergents est rapide, les pays industrialisés demeurent en tête de liste pour la valeur des projets. Ainsi, les premiers concurrents des entreprises françaises ne sont pas tant les Chinois que les Américains, les Britanniques, les Italiens, les Espagnols, ou encore les Indiens...

Les Américains s'appuient notamment sur l'initiative énergétique lancée par le président Obama et qui implique des investissements majeurs à venir : General Electric investira ainsi 2 milliards USD d'ici 2018. Quant aux Britanniques, le High Level Prosperity Partnerships (HLPP) a été lancé en novembre 2013 avec 5 pays – Angola, Côte d'Ivoire, Ghana, Mozambique, Tanzanie –, soute-

NOMBRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS EN AFRIQUE PAR PAYS D'ORIGINE				
	Moyenne pré-crise 2003-2007	2012	2013	2013/2012
Royaume Uni	37	98	104	6,10 %
Etats-Unis	57	98	78	- 20,40 %
Afrique du Sud	12	75	63	- 16 %
Inde	17	41	49	19,50 %
Emirats Arabes Unis	17	56	41	- 26,80 %
Allemagne	13	31	34	9,70 %
Espagne	13	21	32	52,40 %
France	48	39	31	- 20,50 %
Japon	10	17	30	76,50 %
Kenya	2	21	23	9,50 %

Source : Ernst & Young, Africa 2014 : Executing Growth

nant par ailleurs d'importants projets d'infrastructures. Pour sa part, l'Inde investit le secteur bancaire de façon croissante et c'est par milliards que le géant Tata infiltre différents secteurs (assemblage de véhicules, secteur hospitalier, mines...). Les concurrents des entreprises françaises sont aussi, et de façon croissante, les autres pays africains, voire les nationaux. Ainsi, en 2013, 22,8 % du nombre de projets en Afrique émanait d'Africains (contre 17 % en 2011 et 8 % seulement en 2007). Les Africains – Afrique du Sud en tête, suivie du Kenya et du Nigeria – sont devenus les seconds

plus importants investisseurs du continent, mais toujours derrière les Européens, selon E&Y.

Et la France dans tout ça ? Le nombre de ses projets baisse (voir tableau ci-dessus) alors que beaucoup de monde s'agite. Mais la force des entreprises françaises est aussi leurs implantations locales, denses et diversifiées. Un atout dans cette compétition. Son amour de l'Afrique demeure intact ou quasi, mais elle perd son rang... pour mieux revenir ? Ou différemment ? Les pages qui suivent exploreront différentes pistes de réponse.

Les concurrents des entreprises françaises sont aussi, et de façon croissante, les autres pays africains, voire les nationaux

Les nouveaux moteurs de l'investissement en Afrique

L'Afrique commence à se positionner sur la scène mondiale de l'investissement mais les chiffres demeurent très faibles. La France, acteur toujours majeur, est fortement concurrencée, certes par les émergents mais aussi par les autres pays industrialisés.

L'Afrique détient deux cartes maîtresses en main : ses flux entrants d'investissements directs étrangers (IDE) ont progressé entre 2000 et 2013, particulièrement entre 2010 et 2013, de façon inégalée ailleurs dans le monde ; ses volumes d'IDE demeurent, toutefois, largement inférieurs à ceux des autres régions du monde, ce qui en fait un terrain quasi vierge et donc à fort potentiel. Depuis 2000, les IDE en Afrique ont été multipliés par plus de 6 selon la Cnuccd, alors que les flux à l'échelle mondiale n'ont progressé que de 2,6 %. Les autres régions de l'hémisphère Sud, que ce soit l'Amérique latine ou l'Asie, ont connu une évolution similaire à celle mondiale, de l'ordre de 2,5 à 3 %.

Sur une période plus rapprochée, de 2010 à 2013, la performance de l'Afrique demeure remarquable (+ 21,7 %), nettement supérieure à la progression de 2 % des flux au niveau mondial et même de l'Asie (+ 4,2 %). L'Afrique ne parvient, toutefois, pas à rivaliser avec l'engouement pour l'Amérique latine (+ 54 %).

Cela dit, les IDE en Afrique partent de très bas et demeurent très faibles à l'aune du monde. En 2013, selon la Cnuccd, ils ne représentaient qu'à peine 4 % des investissements mondiaux et guère plus de 7 % des flux allant vers les économies en développement ; ils étaient sept fois inférieurs aux investissements en Asie et cinq fois à ceux vers l'Amérique latine. Le potentiel de croissance des IDE en Afrique demeure donc majeur.

Et le continent serait sur la bonne voie si on regarde le chemin parcouru. En 2000, les IDE en Afrique ne représentaient que 0,6 % des IDE mondiaux, grimant à 2,4 % en 2006 (soit juste avant la crise financière mondiale) et à 3,3 % en 2010. Entre 2006 et 2010, les années difficiles post-crash, les IDE au niveau mondial ont reculé alors qu'en Afrique ils progressaient.

LES DESTINATIONS DES FLUX ENTRANTS D'IDE (EN MILLIONS USD PRIX COURANTS)				
	2000	2006	2010	2013
Monde	1 414 999	1 481 561	1 422 255	1 451 965
Economies en développement	266 644	432 869	648 208	778 372
Afrique	9 261	35 720	47 034	57 239
- Afrique du Nord	3 250	22 341	16 576	15 494
- Afrique de l'Ouest	2 131	6 835	12 024	14 203
- Afrique de l'Est	1 468	3 285	7 564	14 592
- Afrique centrale	1 503	2 734	6 119	3 763
- Afrique australe	1 269	525	4 751	9 186
Amérique latine	98 059	98 876	189 513	292 081
Asie	158 798	296 849	409 021	426 355

Source : Cnuccd

Du Royaume-Uni à la Chine : des investisseurs dynamiques

Selon les derniers chiffres de la Cnuccd, c'est le Royaume Uni qui détient la palme d'or des flux vers l'Afrique (7,4 milliards USD en 2012), essentiellement vers l'Afrique du Sud. Les États-Unis sont en seconde position (3,7 milliards USD, notamment vers l'Égypte), devant l'Italie (3,5 milliards USD, vers l'Algérie et l'Égypte), la France étant assez loin derrière, en quatrième position (2 milliards USD, dont près d'un milliard uniquement vers Angola). À noter qu'en 2010, la France était au même rang mais suivait l'Inde (5,1 milliards USD, quasiment en totalité vers Maurice) et non l'Italie.

Quant aux stocks d'investissements, en 2012, avec 57,9 milliards USD, la France a perdu sa place de leader qu'elle avait encore en 2010, se situant en troisième position derrière les États-Unis (61 milliards USD, notamment en Égypte, au Nigeria, à Maurice, en Afrique du Sud) et le Royaume-Uni avec 59 milliards USD, dont 21 milliards USD en Afrique du Sud. Rappelons néanmoins que la spécificité de la présence française en Afrique est l'implantation locale or les investissements réalisés par les filiales de droit local ne sont pas comptabilisés dans ces stocks d'IDE.

• **L'Afrique du Sud** s'intéresse elle-même beaucoup à son propre continent. En 2012, le Nigeria a été sa plus importante destination en termes de flux d'investissements (972 millions USD contre 305 millions en 2011), la Zambie arrivant au 4e rang (426 millions USD) derrière le Panama (653 millions USD) et les États-Unis (543 millions USD). Quant aux stocks d'investissements sud-africains détenus à l'étranger, s'ils ont progressé toutes destinations confondues de 116 % entre 2006 et 2012, ils ont fait un bond de 175 % vers le seul continent africain. En 2012, 21 % des investissements sud-africains étaient localisés sur le continent contre 16 % en 2006, Maurice étant la grande favorite. Mais la Chine commence à talonner l'Afrique du Sud et l'écart avec les stocks d'investissements détenus par la France, les États-Unis et le Royaume Uni se resserre. À noter que les stocks d'investissements chinois progressent quasiment aussi vite en Afrique (+66,6 %) que dans le monde pris globalement (+67,7 %). Là encore, l'attrait de l'Afrique du Sud est majeur.

• **Pour la Chine**, l'importance des paradis fiscaux est non négligeable (voir encadré sur le Nigeria), ce qui s'explique aisément par le fait que 75 % de ses investisse-